

CHAMBRE DES COMMUNES

Le jeudi 12 mai 1960

La séance est ouverte à deux heures et demie.

LA CHAMBRE DES COMMUNES

RÉUNION DU GROUPE INTERPARLEMENTAIRE CANADO-AMÉRICAIN—RÉSOLUTION DE RE- MERCIEMENTS DES ÉTATS-UNIS

M. l'Orateur: J'espère avoir l'honneur, d'ici un jour ou deux, de soumettre le rapport de la troisième réunion du groupe interparlementaire canado-américain. Entretemps, j'ai l'honneur d'informer la Chambre que j'ai reçu de l'ambassadeur des États-Unis d'Amérique la résolution n° S-308 que le Sénat américain a adoptée le 25 avril 1960 exprimant ses remerciements et sa satisfaction au sujet de la visite mutuelle qui avait eu lieu quelques jours plus tôt. Avec la permission de la Chambre, j'aimerais non seulement déposer la résolution du Sénat américain mais demander la permission de la faire imprimer en appendice au hansard d'aujourd'hui.

Des voix: Entendu.

(Voir en appendice le texte de la résolution.)

LA LOI SUR L'ACCORD COMMERCIAL AVEC L'Australie

MESURE PORTANT EXÉCUTION DE L'ACCORD CANADO-AUSTRALIEN

L'hon. Gordon Churchill (ministre du Commerce) propose la 1^{re} lecture du bill n° S-28 (du Sénat), relatif à un certain accord commercial conclu entre le Canada et l'Australie.

(La motion est adoptée et le bill est lu pour la 1^{re} fois.)

LA DÉFENSE NATIONALE

UTILISATION DU TERRITOIRE CANADIEN PAR DES AVIONS DE RECONNAISSANCE DES ÉTATS-UNIS

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Lionel Chevrier (Laurier): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Vu qu'il a dit hier que les avions des États-Unis n'avaient pas utilisé des champs d'aviation canadiens pour effectuer des vols de reconnaissance au-dessus de la Russie, nous dirait-il ce qu'il pense d'une nouvelle contrainte émanée de Washington et publiée aujourd'hui

dans le *Globe and Mail*, sous la signature de Philip Deane?

L'hon. Howard C. Green (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, j'ai signalé hier les inexactitudes que renfermait une dépêche du même journaliste de Washington. Je n'ai rien à ajouter aujourd'hui à ce que j'ai dit hier. Si l'honorable député de Laurier veut comparer la nouvelle publiée hier dans le *Globe and Mail* avec celle qui y a paru aujourd'hui, il constatera, je pense, que le même journaliste a simplement repris les éléments de son rapport d'hier, les a condensés un peu et les a introduits dans son rapport d'aujourd'hui. C'est là, en fait, du reportage irréfléchi et malfaisant. J'ai exposé les faits hier, et je n'ai rien à y ajouter aujourd'hui.

M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest): Puis-je poser une question supplémentaire au premier ministre suppléant? Je m'excuse de ne pas lui avoir donné ce titre hier. Bref, la nouvelle est inexacte?

L'hon. M. Green: Monsieur l'Orateur, c'est ce que j'ai voulu dire.

L'ÉNERGIE ATOMIQUE

INTENTION PRÊTÉE AUX ÉTATS-UNIS DE DÉCLEN- CHER DES DISPOSITIFS NUCLÉAIRES PRÈS DE L'ALASKA

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Hazen Argue (Assiniboia): J'ai posé une question le 5 mai à l'ancien premier ministre suppléant, qui m'a dit qu'il la transmettrait au premier ministre suppléant actuel et que je pourrais obtenir une réponse lundi de cette semaine. Comme je n'ai pas encore eu de réponse, je voudrais répéter ma question.

Le premier ministre suppléant voudrait-il exprimer ses vues sur la nouvelle selon laquelle la Commission de l'énergie atomique des États-Unis songerait à déclencher quatre dispositifs nucléaires dans la région côtière de l'Alaska? Le gouvernement canadien a-t-il été mis au courant de cette intention? Le Canada s'opposera-t-il à de telles explosions avant la signature de l'accord international projeté sur les essais nucléaires?

L'hon. Howard C. Green (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, le projet dont l'honorable député parle est désigné, je crois, comme le projet "Chariot". Il fait partie du programme "Plowshare" de la Commission